



HAL
open science

ALFRED SAUVY, LE SOCIALISME EN LIBERTÉ

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. ALFRED SAUVY, LE SOCIALISME EN LIBERTÉ. Panoramiques, 1998, 36, pp.74-75. <halshs-01162157>

HAL Id: halshs-01162157

<https://shs.hal.science/halshs-01162157v1>

Submitted on 9 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Alfred Sauvy, le socialisme en liberté

Tous les amis d'Alfred Sauvy, qui aurait eu cent ans en 1998, savent que ses bulletins de vote étaient favorables aux candidats socialistes ou sociaux-démocrates. Enfant de la France profonde, sa simplicité l'éloignait de la suffisance d'une certaine bourgeoisie¹ qui votait essentiellement à droite avant l'essor de ce qu'il est convenu d'appeler de façon péjorative « la gauche caviar ». Alfred Sauvy pensait que le sens de la justice avait plus de chance de s'épanouir sous l'impulsion de dirigeants issus de la gauche. Mais, connaissant la nature humaine, il savait qu'au-delà du bulletin de vote, le citoyen doit se faire entendre des décideurs politiques, ce qu'il fit par ses livres, par ses conférences, par ses multiples interventions.

La grande originalité de sa pensée est le refus de la théorie. Il s'en méfie comme de la peste, considérant que la seule démarche scientifique objective repose sur cette réalité : les faits sont têtus. Dès que le socialisme exprime une idée préconçue ou une idée « arrêtée » il la rejette. Pour Alfred Sauvy, il faut savoir refuser la vanité de tout « débat de doctrine dans l'abstraction, sans assise sur des faits »².

Parmi tous les hommes politiques, sa préférence est allée à un radical, Adolphe Landry, auteur de *La révolution démographique*³, ministre de la Troisième République et ardent promoteur d'une politique de la famille. Alfred Sauvy explique la raison pour laquelle l'œuvre d'Adolphe Landry est demeurée méconnue : « il était un grand homme qui sut conduire science et politique sans défaillir et sans rechercher la gloire qu'il méritait »⁴.

Le socialisme de Sauvy est assez différent, voire opposé à celui qui a été le plus présent dans les débats intellectuels, le socialisme doctrinaire. Son socialisme est le « socialisme en liberté », titre son livre publié en 1970⁵.

Sa pensée se caractérise par une grande humilité devant les faits, c'est ainsi qu'il aborde, entre autres, la question de la famille. Il observe qu'elle a été bousculée par nombre de socialistes qui la considéraient, au début du XIX^e siècle, « comme une institution sinon périmée, du moins attardée »⁶. L'avant-garde croyait alors avec ferveur en la possibilité d'élever collectivement les enfants. Alfred Sauvy note que le coût économique de « l'élevage » est apparu très important, puisqu'il fallait, à toutes les activités bénévoles des parents, et notamment des mères de famille, substituer des travaux rémunérés. Mais la plus

grande déception a été d'ordre qualitatif. En effet, la compétence de professionnels qualifiés semblait *a priori* supérieure à celle de parents non spécialement préparés. Or tant le rôle de la mère que celui du père se sont révélés essentiels et irremplaçables pour le bon équilibre des enfants.

Alfred Sauvy en conclut que la famille remplit « une fonction que la collectivité s'avère, pour le moment, incapable de satisfaire »⁷. Le socialisme doit donc respecter cette réalité et, comme il est « en liberté », il en résulte que : « Dans un régime de socialisme libéral, la femme ou, si l'on préfère, le ménage, doit avoir le nombre d'enfants qu'il désire⁸. » Voici justifiée une politique de la famille permettant ce libre choix, ce que j'ai appelé « la liberté familiale »⁹. En effet, il existe, en France particulièrement, un écart important entre le nombre d'enfants souhaités et le nombre réel de ceux mis au monde. Parti du niveau zéro dans les années d'après guerre, lorsque la France avait une politique de la famille, cet écart s'est creusé au fur et à mesure que cette politique s'est dégradée : d'une part, elle s'est trouvée rognée et dénaturée au fil des années ; d'autre part, elle n'a pas été adaptée à de profonds changements comme la diffusion de techniques anticonceptionnelles nouvelles et totalement efficaces.

En dépit de la position non équivoque de certains socialistes – tel le président François Mitterrand qui imposa en 1985, à un groupe socialiste qui s'était promis de ne jamais la voter, une première mouture de l'allocation parentale d'éducation – l'argumentation d'Alfred Sauvy s'est souvent heurtée à un frein idéologique. Il y a dans le socialisme une tradition malthusienne¹⁰ peu ouverte à la politique de la famille car celle-ci rejoint inévitablement, même si c'est de façon indirecte, la question de la natalité. Or, écrit Alfred Sauvy, « en matière de natalité, il y a deux sortes de personnes : celles qui se prononcent pour une reprise de la vie et celles qui ignorent la question »¹¹.

Trop de personnes, dans leur attitude à l'égard des questions de population, se rangent en effet dans l'une des deux catégories définies par Alfred Sauvy : « ceux qui, ignorant la question, ne font aucun effort pour s'éclairer quelque peu et, dès lors, redoutent tout ce qui peut sembler un reproche moral... Il y a bien aussi quelques esprits informés mais teintés d'idéologie qui, par peur de verser dans le classicisme conservateur, ont une position affective »¹².

A la lumière de l'enseignement d'Alfred Sauvy, la France se doit d'avoir une politique de la famille. Une telle politique n'est ni de droite, ni de gauche, mais de bon sens. Elle suppose remplies trois conditions : écarter les présupposés idéologiques, tenir compte des réalités et bâtir une véritable liberté de choix.

Gérard-François DUMONT

1. Qu'il ne confond nullement avec l'ensemble des catégories dirigeantes. Ce sont d'ailleurs des chefs d'entreprise qui ont mis en place les premières allocations familiales en créant ce qui était justement dénommé des caisses de compensation.

2. Le socialisme en liberté, Éditions Denoël, Paris, 1970, p. 320.

3. La révolution démographique, 1934, réédition Ined, Paris, 1982.

4. De Paul Reynaud à Charles de Gaulle, Costerman, Paris, 1972, p. 180.

5. Op. cit.

6. Le socialisme en liberté, op. cit., p. 320.

7. Le socialisme en liberté, op. cit., p. 335.

8. Op. cit.

9. Dumont Gérard-François, Pour la liberté familiale, PUF, Paris, 1986.

10. Ce qui n'est pas le cas chez les communistes qui ont toujours été favorables à la croissance de l'istres favola population. Ce clivage s'est manifesté à nouveau en 1997 entre les communistes au maintien des prestations familiales et les socialistes prêts à transformer ces prestations en simple politique sociale, tentative d'ailleurs mise à l'essai entre le 1^{er} avril et le 31 décembre 1998.

11. Sauvy Alfred, préface à Pour la liberté familiale, op. cit., p. XV.

12. Sauvy Alfred, in « Introduction générale » à Démographie politique, Economica, Paris, 1982.

Panoramiques, n° 36

4^e trimestre 1998